La filière CANDU

par Don Peacock

«Diplomatie publique», voilà une nouvelle expression ronflante en vogue au ministère des Affaires extérieures à Ottawa. Elle fait référence à l'importance croissante accordée aux relations publiques, ou information publique, dimension de la promotion des intérêts et objectifs du Canada en matière de politique étrangère. On peut alléguer que la diplomatie publique, par opposition à la diplomatie traditionnelle menée entre les diplomates de divers gouvernements, consacre le rôle décisif que joue l'opinion publique dans les démocraties libérales. L'emploi du bon moyen de persuasion auprès du public peut contribuer au succès de campagnes diplomatiques menées en privé par la filière normale. Voilà pour la théorie. Mais qu'en est-il dans la pratique?

L'offensive déployée entre la fin de 1973 et juillet 1974 pour persuader le gouvernement britannique de rester fidèle à la technologie nucléaire de type canadien plutôt que de se tourner vers la technologie américaine a sans doute constitué la plus importante campagne de diplomatie publique jamais entreprise par le Canada. (Ayant été personnellement associé à cette affaire, il se peut que je ne sois pas tout à fait objectif en émettant cette assertion. Je suis toutefois persuadé que les faits, parlant d'eux-mêmes, viendront la justifier.) Au fur et à mesure qu'elle a pris de l'expansion, la campagne de promotion de la technologie du réacteur

Ancien conseiller (presse) du Hautcommissariat du Canada à Londres, M.
Peacock est devenu depuis peu directeur
général de l'Information au Secrétariat
d'accueil du Canada (Habitat). Journaliste chevronné, M. Peacock s'est joint à la
Tribune de la presse parlementaire en
1954. Il a assumé, pendant les années 60,
les fonctions d'adjoint spécial du ministre
de l'Agriculture, puis du premier ministre.
En 1968, il a accédé au poste de directeur
de rédaction du journal The Albertan de
Calgary. L'article ci-contre n'engage que
l'auteur.

CANDU est devenue une conjugaison de diplomaties publique et privée, unique dans la jeune expérience du Canada en politique étrangère. En toute franchise, et cela est heureux, le succès qu'elle a obtenu a dépassé les espérances de tous ceux d'entre nous qui y ont participé.

Le seul réacteur viable?

C'est vers la mi-octobre 1973, au service de presse du Haut-commissariat du Canada à Londres, que nous avons remarqué l'apparition, d'abord dans un journal, puis dans un autre, d'articles prédisant que les Britanniques ne tarderaient pas à opter, faute d'un autre choix, pour la technologie américaine des réacteurs pour satisfaire leurs futurs besoins en énergie. De toute évidence, ces articles paraissaient s'inspirer de «fuites» au sein de l'industrie nucléoénergétique britannique. Ils aboutissaient à la conclusion que le réacteur américain semblait le seul réacteur viable sur le marché mondial. Au Haut-commissariat, notre conclusion était différente.

Le 15 octobre, The Guardian a publié un article intitulé «Les réacteurs américains alimenteront peut-être la Grande-Bretagne». Le correspondant technologique, Peter Rodgers, écrivait que la Grande-Bretagne, pour la prochaine étape de son programme nucléaire, «allait assurément» se décider pour les modèles américains de centrales nucléaires. Cela revenait à dire que les Britanniques abandonneraient leur réacteur à eau lourde générateur de vapeur et le réacteur perfectionné refroidi au gaz. (Bien que, pendant des années, il y ait eu consultations et échanges de renseignements entre les représentants canadiens et britanniques en matière d'énergie nucléaire, le Canada ne s'était guère soucié de vendre son réacteur CANDU aux Britanniques parce que ceux-ci travaillaient à leur propre modèle, le réacteur à eau lourde générateur de vapeur qu'on songeait à abandonner.)

Une semaine plus tard, David Fishlock, chroniqueur scientifique estimé, a signé un article semblable dans *The*